



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

118-119 | 2009
Claude Meillassoux

Grève contre la LRU retour sur une mobilisation

Documents et début d'analyse

Judith Hayem



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3739>

DOI : 10.4000/jda.3739

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 403-418

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Judith Hayem, « Grève contre la LRU retour sur une mobilisation », *Journal des anthropologues* [En ligne], 118-119 | 2009, mis en ligne le 15 décembre 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/3739> ; DOI : 10.4000/jda.3739

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Journal des anthropologues

Grève contre la LRU retour sur une mobilisation

Documents et début d'analyse

Judith Hayem

- 1 Septembre 2009, la rentrée universitaire est en cours à Lille 1, comme ailleurs en France. Cette année, encore plus que d'habitude, c'est un peu chaotique. Les secondes sessions d'examens du premier comme du second semestre ont lieu en septembre car la grève de l'an dernier contre la loi LRU (Libertés et responsabilités des universités) n'a pas permis de les tenir en juin et on court pour corriger les copies et faire soutenir des mémoires, tout en préparant de nouveaux cours. Les jurys aussi ont été reportés à septembre. Or ils prennent du temps car nous sommes – pour la plupart – extrêmement attentifs à tenir les engagements pris vis-à-vis des étudiants pendant la grève : pas de validation systématique mais de la mansuétude à leur égard, des formes de validation adaptées aux cours qui ont eu lieu ou pas, et puis aussi, l'assurance qu'on palliera aux manques d'enseignements de l'an dernier, en année supérieure, quitte à innover pédagogiquement ou à rajouter des travaux dirigés. Mais surtout, ce qui me frappe et m'inquiète c'est un certain abattement qui plane dans les bâtiments et sur les assemblées générales de notre Institut. Pire, personne (ou presque) ne parle plus de ce grand mouvement de grève qui a emporté le campus l'an dernier. « Fermez le ban, rentrez dans le rang ! ». À part ceux avec lesquels je suis devenue amie à l'occasion de la grève, avec qui les conversations vont bon train, les collègues d'autres disciplines avec lesquels j'ai discuté, débattu, me suis engueulée, ai défilé, ri, réfléchi n'ont, pour la plupart, pas l'air de me reconnaître dans la queue du restaurant universitaire. « OK, ils ne sont peut-être pas physionomistes ou pas tous enseignants en sciences économiques ou sociales... d'accord, mais quand même, c'était il y a deux mois, la grève ! Je n'ai guère changé ni physiquement, ni mentalement, moi ! Je les reconnais, je leur souris, je les salue ! Et puis, la LRU, c'est aujourd'hui qu'elle se met en œuvre et qu'il faut y faire face ! À preuve, mon laboratoire de rattachement, le CLERSÉ (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques) pourtant évalué positivement par les instances officielles (AERES et CNU qui l'ont gratifié d'un A et ont préconisé son renforcement) vient de se voir « proposer » (sic) sa désUmérisation et

sa rétrogradation en FRE (Formation de recherche en évolution)¹ ! Alors, va-t-on vraiment s'autoappliquer sans broncher ce qu'hier on a vivement combattu sous prétexte que le gouvernement est passé en force avec sa fichue loi ? » Je m'énerve toute seule, bien décidée quant à moi à ne pas céder.

- 2 Bien sûr, rétrospectivement, je ne suis pas si naïve, ni si surprise que cela par ce retour à l'ordre. Si je m'essaie aujourd'hui à un bilan lucide, il apparaît clairement que, pendant la grève, seuls 20 % des enseignants-chercheurs ont cessé leurs cours à Lille 1. La majorité des collègues, à l'échelle du campus en tout cas, n'a pas bougé : soit qu'ils soient d'accord avec la LRU, indifférents à son existence, convaincus d'avance qu'on ne pouvait rien y changer ou suffisamment calculateurs pour se dire que, quelle que soit l'issue du combat, mieux valait se consacrer à ses articles ou à son habilitation à diriger des recherches plutôt que de perdre son temps en manifestations et en débats.
- 3 Les pratiques des grévistes furent diverses. Nous avons cru créer de l'unité en respectant les modalités adoptées par chacune des personnes mobilisées : grève totale pour les uns, grève partielle pour d'autres, grève les jours de manifestation pour les troisièmes, pour d'autres encore simple rétention des notes du premier semestre. En réalité, une fois la grève éteinte, l'unité a disparu et les divisions entre grévistes assidus, grévistes à temps partiel et non grévistes n'en sont que plus rudes. Notre AG fut dynamique et dense pendant les deux premiers mois mais, en avril, nous n'étions plus 600, comme au début dans l'amphi Archimède, ni même 200, notre belle moyenne, mais une poignée seulement. Enfin, pendant cette grève, nous n'étions pas si unis que peut le laisser croire mon texte de mai 2009 (cf. ci-dessous), pourtant lucide sur la fin du mouvement² mais encore porté par l'euphorie de l'action ; propre à ce genre de mobilisations. Je ne me trouve pas très clairvoyante sur ce point à le relire aujourd'hui ; même si je reste par ailleurs convaincue que nous avons gagné des choses dans cette grève. Reste que cette illusion d'unité explique peut-être, pour part, la défaite du mouvement. Il faut donc désormais entamer une analyse plus précise de ce qui a eu lieu l'an dernier pour être mieux à même d'agir aujourd'hui.
- 4 Ainsi, si l'AG de Lille 1 finissait chaque fois par décider d'une ligne, plusieurs postures s'y affrontaient d'abord et la politique des principes l'a souvent disputé au corporatisme. Si à l'Institut de sociologie et d'anthropologie, par exemple, on a privilégié les débats et les séminaires de grèves actives avec les étudiants, d'autres départements auraient préféré des blocages. Si certains étudiants qui défilèrent, manif après manif à nos côtés sous leur belle banderole « Lille 1, pour une université où il fasse bon réfléchir » furent des assidus de nos ateliers de grève, la majorité d'entre eux n'y assista pas.

PROGRAMME DE GRÈVE ACTIVE ATELIERS PROPOSÉS DANS LA SEMAINE DU 23 AU 27 MARS³

Les ateliers de grève active se poursuivent. Y sont invité(e)s toutes celles et tous ceux qui s'y intéressent, personnels et étudiants, de Lille 1 ou d'ailleurs, de toutes les disciplines et de toutes les années. L'objectif de ces ateliers est de créer l'occasion d'un rassemblement et d'un débat *dans le cadre* de la grève et *autour* des enjeux et perspectives politiques de celle-ci. N'hésitez pas à proposer d'autres thèmes, d'autres dates, d'autres lieux.

– **Lundi 23/03 à 10h00**, « Les enjeux épistémologiques et sociologiques du développement actuel des techno-sciences », salle 5-6 SH1.

– **Lundi 23/03 à 14h00**, « Le prêt étudiant garanti : analyse d'un nouveau dispositif de financement des études supérieures » M1, amphi Archimède.

- **Mardi 24/03, matin AG 10H00/ Mardi 24/03 AM manifestation.**
- **Mercredi 25/03 à 10H00**, « Mouvements, syndicats et organisations et leur politique : analyse comparée, 2 », Hall de l'IUT.
- **Mercredi 25/03 à 14h00**, « Création institutionnelle de la déviance et instrumentation des statistiques », salle 5-6, SH1.
- **Mercredi 25/03 à 16h00**, « Quelle vision de la société propose Sarkozy. Analyse de son discours aux forces de police le 29/11/07, 1 », Salle 5-6, SH1 (report de l'atelier initialement prévu le vendredi 20 mars et annulé pour cause d'AG).
- **Jeudi 26/03 matin, 10h00**, « Rapports sociaux de sexe, féminisme et mobilisation », salle 114, SH1.
- **Jeudi 26/03 14h00**, « Comment on peut regarder une réalité et l'interpréter ? Atelier de grève active de physique », P1, salle à préciser.
- **Vendredi 27/03, 10h00**, « Quelle vision de la société propose Sarkozy. Analyse de son discours aux forces de police le 29/11/07, 2 », salle 5-6 SH.

Pendant 9 semaines, j'ai bricolé des programmes comme celui-ci, diffusés par mail et par voie d'affichage, pour appeler aux ateliers de grève. Animés à tour de rôle par un ou des enseignants mais aussi des doctorants, les ateliers de grève ont le plus souvent pris la forme de discussions collectives sur un thème donné et souvent sur la base de documents qui, après une brève introduction, étaient distribués à tous en début d'atelier et étudiés par tous avant que la discussion ne s'engage.

Cette semaine-là et la suivante furent particulièrement réussies et suivies puisqu'elles connurent la participation de collègues et d'étudiants d'autres disciplines. Quelques économistes et quelques physiciens notamment se rallient momentanément au mode de grève active des sociologues en animant des ateliers.

- 5 La grande faiblesse de ce mouvement d'ailleurs, c'est de ne pas avoir su rallier les étudiants. Pourquoi n'étaient-ils pas là ? Tous ne sont pas sarkozystes mais beaucoup n'ont pas pardonné l'absence des enseignants lors de la première mobilisation contre la LRU en 2008. Où étions-nous quand ils bloquaient la fac pour protester contre les hausses des frais d'inscription que génèrerait l'indépendance des universités ? Pourquoi à cette époque n'étions-nous pas concernés par l'autonomie de nos universités ? Pourquoi a-t-il fallu que cette loi nous dérange personnellement pour nous réveiller ? Profs/étudiants première division non réconciliée, malgré quelques formidables échanges entre nous. Deuxième division : avec les personnels BIATOS (bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens et ouvriers spécialisés). Nous avons parlé d'unité, souhaité qu'elle existe, mais la mobilisation des BIATOS a été très faible : peut-être n'avons-nous pas su leur faire de la place ? Troisième division : avec les syndicats. Si la ligne syndicale fut souvent débordée par celle des non syndiqués dans nos AG et que SneSup et CGT-FercSup choisirent souvent avec prudence de s'y rallier, en fin de compte, la négociation redoutée avec l'État a bien eu lieu. Althusser a bien raison de désigner les syndicats comme des appareils idéologiques d'État⁴. Pour eux, in fine, il s'est agi dans cette grève de trouver leur place dans les nouveaux dispositifs de négociation et de pouvoir instaurés par la LRU à l'université. La preuve en est que la radicalité du mot d'ordre : « Abrogation de la LRU !⁵ », réclamé par la Coordination nationale des universités (mot d'ordre lui-même bien long à émerger et s'imposer, à l'issue de débats houleux) fait maintenant place à un marchandage de boutiquiers sur la mise en place des primes de tout poil et le paiement des heures supplémentaires. Après la violence du passage en force de la loi, la corruption politique et financière de l'État sarkozyste fait son œuvre. Ici, comme dans tous les secteurs de la société, c'est le propre de la politique du gouvernement actuel en France : on achète les gens pour mieux les affaiblir et les diviser.

Préambule de la déclaration de la 5^e Coordination Nationale des Universités⁶

La Coordination nationale des universités exige l'abrogation de la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU), l'abandon du Pacte pour la recherche ainsi que l'abandon de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) dont découle la politique gouvernementale de destruction du service public de l'Éducation nationale, de la maternelle à l'université.

La Coordination nationale des universités exige une réforme des Universités affranchie des logiques de mise en concurrence systématique des personnels et des structures. Cette réforme est subordonnée :

- au principe d'articulation entre enseignement et recherche ;
- au principe de financement public de l'enseignement et de la recherche et garantissant un service public d'État neutre, égalitaire et respectueux de la justice sociale.

Un tel projet doit impliquer l'ensemble des acteurs de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et tenir compte des revendications, préoccupations et propositions solidaires de l'ensemble des acteurs mobilisés.

Dans cet esprit, la 5^e Coordination nationale des universités réunie à l'Université Paris 12 à Créteil le 6 mars 2009 rappelle que les motions votées lors des coordinations précédentes sont toujours valables, et adopte les motions suivantes :

[...]

Nous nous y sommes mis à plusieurs parmi les quelques 200 délégués de la Coordination réunie à Créteil ce jour-là, pour rédiger en marge des débats qui se poursuivaient, ce préambule, conçu pour chapeauter une liste de motions particulièrement longue et diversifiée. Personnellement, j'y voyais une tentative de poser quelques principes positifs pour l'Université et pas seulement une liste de revendications interminables contre la LRU. Coïncidence, erreur informatique, erreur humaine des responsables, ce préambule approuvé à la quasi unanimité par les délégués, fut initialement oublié lors des premières mises en ligne du communiqué... Il fallut plusieurs mails en provenance de divers collègues dont moi-même pour qu'il réapparaisse. Les erreurs trahiraient-elles parfois un inconscient collectif ?

- 6 Bref, après y avoir réfléchi une bonne partie de l'été, je ne suis pas si surprise de l'atonie des universitaires en cette rentrée 2009, mais je n'imaginai pas pour autant que, non contents de se conformer à la règle aussi prestement qu'ils l'avaient combattue, certains collègues iraient jusqu'à censurer dans leur propre mémoire, les actions auxquelles ils avaient eux-mêmes participé. Sur la base de ces observations et des ces réflexions, et en en discutant avec le comité de rédaction du *Journal des anthropologues* m'est venue l'idée de ce texte de « libre anthropologie ». En l'accompagnant d'extraits de mes « notes de grève » et de textes écrits dans le cours des événements (documents qui tous mériteraient une analyse serrée, à peine esquissée dans ces lignes) j'ai tenté de rappeler ce qui avait eu lieu, il y a peu, dans ma propre université. J'ai tenté aussi de dire ce que, à mon avis, on pouvait en penser... et surtout en faire aujourd'hui. Au *Journal des anthropologues*, nous espérons que d'autres vont se livrer à cet exercice dans nos pages afin que le débat et la résistance continuent et que nous ne révisions pas nous-mêmes l'histoire de nos luttes, quelques mois seulement après les avoir menées. Nous sommes convaincus que face à la LRU qui s'applique désormais, il est plus que jamais nécessaire de porter un regard critique sur nos institutions universitaires et nos pratiques, sur la grève de l'an dernier et sur la mise en œuvre actuelle de la loi. J'étais déjà convaincue de cela en mai dernier.

Sur la suite du mouvement

Trois mois de lutte acharnée dans les universités et tout particulièrement dans la nôtre, grève active⁷ menée dans le calme, riche en réflexions et en propositions, semée de prises de paroles et de façons de faire inventives (manifestations, cours

publics, Nuit blanche contre l'obscurantisme, cours en plein air, ateliers de grève⁸, printemps des chaises, freezing, Ronde des obstinés, rétention des notes, participations aux diverses coordinations : des universités, étudiantes, Biatos, etc, et j'en passe⁹...) n'ont pas suffi à stopper les projets gouvernementaux à faire rebrousser chemin aux projets gouvernementaux.

Si quelques rares reculs qui, le plus souvent ne sont que des temporisations (décret sur la mastérisation des CAPES, par exemple) sont notables, la plupart des nouvelles dispositions qui nous sont imposées dans le cadre de la LRU (décret sur les enseignants-chercheurs, contrat doctoral unique¹⁰, transformations des organismes de recherche, etc.), n'ont pour ainsi dire pas bougé¹¹. Et surtout, l'esprit des lois, la volonté politique qui les nourrit sont quasiment intacts : modulation des services, non prise en compte de la variabilité des thèses selon les disciplines, poursuite du démantèlement du CNRS, création de prix et de chaires d'excellence (le dernier-né est le Prix Lévi-Strauss !¹²) l'attestent par exemple.

Faut-il pour autant, se sentir accablés, vaincus et démunis ? Je ne le crois pas. Car de notre côté, du côté de l'université telle que nous la désirons¹³, nous avons beaucoup gagné, et, si nous nous en donnons désormais les moyens, ce que nous avons gagné, la LRU, ne pourra pas facilement nous l'ôter. Qu'avons-nous gagné ? Et que faire aujourd'hui pour le conserver et le faire fructifier ?

D'abord, la capacité à dire nous-mêmes ce que nous sommes, la nature de nos métiers, l'ambition que nous leur donnons, la façon dont nous souhaitons les pratiquer. Nous nous comptons nous-mêmes et nous avons ainsi su mettre en échec le discours que le gouvernement veut imposer à notre propos ; de manière à nous imposer ensuite des façons de faire et de penser. Y compris au sein de l'opinion publique¹⁴ – et les sociologues et les ethnologues devraient se mettre au travail pour le confirmer par l'enquête – on peut faire l'hypothèse que nous avons su imposer l'idée que nous sommes vecteurs d'esprit critique, de liberté de pensée, de diffusion et de production des connaissances et pas uniquement des gens dont on doit décrier les performances et disqualifier la compétitivité pas assez exacerbée. Nous avons su montrer cela et faire passer l'idée que l'université, ses enseignants et ses chercheurs, même en temps de crise économique et sociale grave, sont aussi une chose très importante, non seulement en eux-mêmes mais pour le pays tout entier. Cette réflexion, sans doute aurions-nous été capables de la mener avant la grève active. Cependant, l'arrêt des cours et le détournement de nos activités habituelles nous ont permis d'affiner notre pensée, de préciser notre regard, de débusquer les interstices dans lesquels la LRU avait commencé à entamer notre perception des choses. Le temps suspendu de la grève a permis un retour critique sur nos pratiques de recherche et d'enseignement¹⁵, nos difficultés, nos stratégies de contournement et d'adaptation. La grève a aussi ouvert un débat entre nous, enseignants et chercheurs de la même université. Issus de disciplines différentes nous parlonsassez peu d'habitude et avons découvert que nous avons beaucoup à nous dire pour faire avancer nos métiers, nos réflexions, nos pratiques. La grève a aussi ouvert des débats avec les étudiants, permis de discuter et remettre en cause nos façons de faire cours, d'en imaginer d'autres, de travailler ensemble, de débattre et elle a aussi fourni des occasions de tester ensemble ces nouvelles modalités de travail. Les résultats divers de ce moment prolongé d'analyse collective – résultats qu'il faudra prendre le temps de répertorier soigneusement afin de mieux les mettre en œuvre – doivent, me semble-t-il, nous guider dans la suite de la bataille.

Autre acquis de la grève active, le décorticage scrupuleux, précis des termes de la LRU et de ses corollaires : responsabilité, autonomie, facteur H, processus de Bologne, stratégie de Lisbonne, classement de Shanghai, etc. pour mieux les battre en brèche et endiguer leur caractère performatif. Encore une fois, la capacité à analyser ces textes était à notre portée de tout temps. La première mobilisation contre la LRU avait déjà esquissé et même souvent approfondi des analyses critiques de ces dispositifs, pourtant, c'est la grève active qui a permis un saut qualitatif dans ce travail. C'est parce que nous l'avons menée tous ensemble et

chacun, dans une volonté combative et résolutive, de sorte que tous, nous nous sommes forgés une opinion et une pensée sur ces directives et mieux, nous en avons tiré une subjectivité militante et mobilisée pour faire face. Nous avons débattu, confronté et opposé nos points de vue pour arriver à une analyse commune. Ce processus d'élaboration auquel les étudiants, les doctorants, les personnels BIATOS ont eux-aussi pris part, en le nourrissant de leurs expériences, leurs idées, et auquel nous avons contribué avec d'autres universités en France et au sein de la Coordination nationale des universités, nous a permis de tenir la grève active 3 mois, là où, l'an dernier, elle s'était essoufflée. Cette fois, au-delà de l'information, de la connaissance des dispositifs et de leur dénonciation, la grève a permis de créer des lieux de débat et de pensée sur la situation que nous affrontons. Nous avons non seulement su dire pourquoi nous étions opposés à la LRU, mais plus principalement nous avons commencé à indiquer quels principes positifs alternatifs sous-tendent ce que nous proposons pour faire pièce à cette loi et garder vivante l'université que nous souhaitons. Cette leçon politique n'a rien d'exceptionnel mais elle doit néanmoins nous instruire. Le plus souvent noyés sous la quantité de textes administratifs et politiques qui nous accablent depuis la réforme du LMD, nous nous retrouvons à les appréhender tardivement, au moment où nous sommes en but à leur application, voire sommés de les appliquer ou de disparaître. À ce stade, pris par le temps et par l'urgence, nous tentons vainement de les mettre en œuvre avec le moins de dommage possible. Nous devons donc nous donner les moyens d'anticiper et de forger une analyse politique libre de toutes ces directives menaçantes, pour mieux les contourner, les détourner, les dévoyer, les combattre puisque désormais elles vont s'appliquer. À nous de faire en sorte qu'elles soient inefficaces, à nous de créer des espaces de liberté alternatifs, pour ne pas y être soumis, ni dans nos enseignements, ni dans nos recherches. À cet effet, il nous faut conserver un lieu de délibération et de confrontation, un lieu où identifier ce qui se passe pour mieux inventer les moyens d'y faire face, un lieu pour réfléchir et créer ensemble l'université que nous voulons. Sans doute cela passe-t-il aussi par une analyse de la société dans laquelle s'insère cette université, nous en avons également fait l'expérience ces dernières semaines¹⁶. La lutte contre la LRU est profondément connexe d'un moment politique et social particulier qu'accompagne une importante transformation de l'État¹⁷ et il serait artificiel et réducteur de l'en détacher et naïf de croire qu'on peut se contenter d'agir sur le front de l'université en oubliant tous les autres secteurs où la politique gouvernementale frappe.

Ce lieu doit également nous permettre d'inventer la forme qui manifestera que, même si nous reprenons les cours, ou plutôt même si nous tenons à transmettre aux étudiants ce que nous leur aurions transmis en temps « normal », ce n'est pourtant pas le « retour à la normale », pas la fin d'une parenthèse, pas la clôture de la colère, mais tout au contraire, la suite d'une forme de grève très active et renouvelée.

Quelle forme doit prendre ce lieu, à quelle fréquence s'y retrouver ? Je l'ignore mais je pense qu'il ne faut pas trop tarder à l'ouvrir car l'AG des personnels ne peut pas continuer à être ce lieu-là dans la phase actuelle où la grève active mais relativement classique dans ses formes néanmoins (arrêt des cours), selon toute vraisemblance et si l'on en juge honnêtement et de façon réaliste par nos forces avant les vacances (et par le nombre de gens qui n'avaient effectivement pas encore repris leurs cours), va s'éteindre ou s'effiloche. Prenons-en acte et trouvons le bon relais pour faire le pas suivant !

Ce texte date du retour des vacances de Pâques 2009. Je l'ai écrit au moment où j'ai pris la décision de reprendre mes cours, que j'avais suspendus et remplacés par des ateliers de grève depuis le 2 février car j'étais convaincue que la grève serait désormais une modalité d'action contre-productive. Ce fut surtout un texte à usage interne que je n'ai finalement diffusé à presque personne. Je n'y ai rien modifié. J'ai juste ajouté des notes de bas de page permettant de comprendre à quoi il se réfère.

- 7 À Lille 1, tout début juillet, quelques chercheurs et enseignants-chercheurs de diverses disciplines (chimistes, physiciens, sociologues, anthropologues, philosophes,

informaticiens) se sont réunis avec la volonté de créer un lieu qui permette de prendre ses distances avec l'institution, son fonctionnement, la mise en œuvre de la loi, etc. Après s'être rencontrés pendant la grève, avoir contribué à des ateliers et avoir plusieurs fois discuté ensemble – notamment lors d'une table ronde consacrée aux questions de postures dans la recherche et aux bouleversements induits dans nos pratiques par l'ANR et la LRU – nous avons décidé de poursuivre les débats. Cette fois, il ne s'agit pas de participer à un mouvement mais de tenter de s'organiser pour pouvoir continuer à mettre en œuvre des principes : refus des primes, des heures supplémentaires imposées, souci de la liberté de pensée, de la liberté de la recherche, etc. Nous avons le sentiment aigu que sans organisation, notre sentiment d'avoir été vaincus l'emportera sur les quelques acquis de la grève ; sans organisation, il sera très difficile de résister seul au rouleau compresseur de la loi. L'avenir dira si notre initiative redémarre après la rentrée universitaire, si elle perdure, s'affirme et parvient à tenir les objectifs qu'elle s'était fixée en juillet. Quoi qu'il en soit, et malgré le silence assourdissant de la rentrée 2009-2010 qui tendrait à laisser croire qu'il ne s'est rien passé l'an dernier dans les universités françaises et que chacun souscrit désormais à la LRU, chacun peut et doit décider aujourd'hui s'il reste fidèle aux principes élaborés et déployés dans la grève de l'an dernier ou s'il se soumet.

Merci à tous ceux qui ont commenté ce texte avant sa publication. Certaines des idées qui y figurent sont nées ou ont mûri lors de discussions pendant ou après la grève, notamment des discussions avec mes collègues des ateliers de grèves actives ce « nous » qui transparait parfois dans mon texte en place du « je ». Je remercie tout particulièrement Jacques Lemièrre, MCF en sociologie à Lille 1, pour ces remarques et nos conversations.

NOTES

1. Suite à une pétition réunissant 616 signatures en quelques jours et à une négociation serrée de sa direction et du Président de Lille 1 avec le bureau des partenariats, le laboratoire semble sauvé au 1^{er} octobre ; au moins momentanément... jusqu' à la prochaine attaque... et si la pulsion de se conformer à toutes les injonctions contradictoires qu'on nous assène ne prend pas le pas sur le sens de la recherche...
2. L'AG se rendra à l'évidence que le mouvement est éteint plusieurs semaines plus tard, début juin.
3. Les documents apparaissent en grisé.
4. Althusser L., 1995. « Idéologies et appareils idéologiques d'État, (notes pour une recherche) », *Sur la reproduction*. Paris, Actuel Marx/PUF : 269-314.
5. Pour mémoire, et parmi d'autres déclarations de la CNU, le préambule de la 5^e coordination à laquelle j'ai participé.
6. Cf. <http://science21.blogs.courrierinternational.com/archive/2009/03/07/coordination-nationale-des-universites-communiques-et-motion.html>, pour lire l'intégralité des déclarations de la 5^e CNU.
7. Le 3 février 2009, la Faculté de sciences économiques et sociales réunie en AG, déclare sa volonté de « mettre en place une forme d'action qui ne vide pas les universités », sous-entendu

pas de blocage, comme en 2008, mais plutôt des cours détournés, des réunions, des débats, etc. C'est ce qu'on appellera la grève active, concept partagé avec beaucoup d'autres universités en France. À Lille 1, sociologues et économistes ont ensuite travaillé – avec succès – à faire passer cette idée dans l'AG centrale.

8. Cf. à titre d'exemple, le programme de grève de la semaine du 23 mars 2009 ci-contre.

9. Pour plus de détails et des photos voir : <http://greve.univ-lille1.fr/index.php?title=Accueil>

10. Par décret n°2009-464 du 23 avril 2009, publié au JORF du 25/04/09, le contrat doctoral remplace notamment les contrats d'allocataire de recherche et de moniteur de l'enseignement supérieur dont bénéficiaient nombre de jeunes chercheurs engagés dans la préparation d'une thèse de doctorat.

11. [Décret n°2009-460 du 23 avril 2009 - art. 6](#). Version consolidée au 1/9/2009. « Chaque enseignant-chercheur établit, au moins tous les quatre ans, et à chaque fois qu'il est candidat à une promotion, un rapport mentionnant l'ensemble de ses activités et leurs évolutions éventuelles ».

12. Cf. à ce sujet la déclaration du récipiendaire, Dan Sperber, lors de la remise du prix, publié par Mademoiselle Obscure-Précaire sur son blog <http://leprixcloclo.blogspot.com/>. Comme elle, on laissera le lecteur juger du contenu...

13. Voir à ce sujet, le texte collectif « Pour une autre université » http://greve.univ-lille1.fr/index.php?title=Pour_une_autre_Universit%C3%A9

14. Voici un bel exemple de mon enthousiasme d'avril et je ne tiendrais pas la même thèse aujourd'hui.

15. En particulier lors d'une table ronde entre collègues de diverses disciplines, organisée le 25 mars 2009.

16. Cf. le programme de grève ci-après. Dans les précédents on trouve, pêle-mêle, des analyses du CESEDA, des propos sur la gouvernementalité actuelle, des réflexions sur la démocratie, une tentative d'analyse collective de l'État sarkozyste, etc.

17. Je pense au sarkozysme et à sa violence, à l'État de séparation qui le caractérise, aux lois qu'il instaure et dont l'esprit est d'ôter des droits plutôt que d'en donner – esprit dont le CESEDA, Code d'entrée et de séjour des étrangers et des demandeurs d'asile et le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement sont à mes yeux la plus terrible et la plus claire incarnation.

AUTEUR

JUDITH HAYEM

Clersé, Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques, Université Lille 1,
59655 Villeneuve d'Ascq cedex
judith.hayem@univ-lille1.fr